

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3144

[2009/203981]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Sampont, d'une zone d'espaces verts, d'une zone naturelle et de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 27, 32, 35, 37, 38, 40, 42, 43, 44, 45 et 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1979 établissant le plan de secteur du Sud-Luxembourg;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 adoptant le projet de révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone naturelle et d'une zone d'espaces verts et de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager à Arlon et à Etalle (planche 68/7);

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers et les associations de personnes lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 mai 2008 au 9 juillet 2008 dans les communes d'Arlon et d'Etalle;

Vu les réunions de concertation qui se sont tenues le 14 juillet à Arlon et le 15 juillet à Etalle;

Vu l'avis du conseil communal de la ville d'Arlon du 25 juillet 2008 qui approuve à l'unanimité l'inscription d'une zone d'extraction permettant à l'entreprise Wickler de poursuivre ses activités et qui rejette à l'unanimité la suppression de la zone d'habitat à caractère rural inscrite rue du Muselbur, à Sampont;

Vu l'absence d'avis du conseil communal de la commune d'Etalle;

Vu les avis favorables émis par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable le 15 octobre 2008 et par la Commission régionale d'aménagement du territoire le 4 novembre 2008;

Considérant que le Gouvernement se rallie aux réponses apportées par la Commission régionale d'aménagement du territoire dans son avis du 4 novembre 2008;

Considérant, en outre, que le caractère temporaire de l'effet qu'aura la révision de plan de secteur sur l'emploi et l'économie est inhérent à l'activité extractive; que cet effet n'est pas tenu de ne se manifester que sur le plan local; que, par ailleurs, la carrière alimente les centrales à tarmac et béton de Stockem (Arlon) et Bastogne, qui emploient 40 personnes, selon l'étude d'incidences;

Considérant, en ce qui concerne les risques potentiels ou avérés de pollution des eaux et l'impact hydrogéologique de l'extension de la carrière, que le Gouvernement partage l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire quant à la nécessité de faire établir une étude hydrogéologique complémentaire; que cette étude hydrogéologique a été réalisée et déposée en date du 26 décembre 2008; qu'elle conclut au fait que le problème principal est l'atterrissement à l'exutoire de l'aqueduc de récolte des eaux de ruissellement de la carrière passant sous la route N83 et que la solution à ce problème consiste en la réalisation d'un bassin de décantation plus important, conformément à la recommandation de la Commission régionale d'aménagement du territoire;

Considérant que le Gouvernement se rallie aux recommandations émises par la Commission régionale d'aménagement du territoire, dont la mise en œuvre relève du permis unique, à savoir :

— d'observer la plus grande prudence concernant les précautions à prendre en terme de pollution accidentelle du sous-sol et de l'eau souterraine, comme le suggère l'étude d'incidences;

— d'arroser les pistes par temps sec;

— de maintenir les entrées et sorties du site où elles se situent actuellement;

— de vérifier la nature du comblement des trous observés en 2006 dans le plancher de la carrière, relevés par l'étude d'incidences;

— d'installer un décanteur;

— de réaménager le site en zone naturelle;

— de garantir les conditions de sauvegarde des espèces protégées identifiées sur le site;

que, pour ces deux derniers éléments, il conviendra, dans le cadre de la procédure de délivrance de ce permis, de consulter le Département de la nature et des forêts de la Direction générale opérationnelle de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement;

Considérant, en accord avec la recommandation émise par l'étude d'incidences et par la Commission régionale d'aménagement du territoire, qu'il appartiendra au conseil communal de la ville d'Arlon et au collège provincial de la province du Luxembourg, autorités compétentes en matière de police de la voirie vicinale, de proposer la modification du tracé du chemin n° 39 à l'occasion de la mise en œuvre de la présente révision du plan de secteur;

Considérant, en ce qui concerne la conversion des zones d'habitat à caractère rural de la rue du Promberg et de la rue du Muselbur en zones naturelles, que le Gouvernement confirme cette option en ce qu'elle vise la protection du site Natura 2000 - BE 34057 - Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch, auquel sont incluses les deux zones; qu'il se rallie à l'avis motivé du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable émis le 15 octobre 2008, et à celui de la Commission régionale d'aménagement du territoire émis le 4 novembre 2008 sur ce sujet; que l'article 70 du Code est apte à répondre aux conséquences de la moins-value foncière qu'entraînerait éventuellement la conversion de ces deux zones;

Considérant de surcroît que ces zones d'habitat à caractère rural sont reprises à l'atlas des aléas d'inondation dans des zones de valeur moyenne;

Vu la circulaire ministérielle du 9 janvier 2003 relative à la délivrance de permis dans les zones exposées à des inondations et à la lutte contre l'imperméabilisation des espaces;

Vu l'article 136, 3° du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine qui stipule, entre autres, que l'exécution des actes et travaux peut être soit interdite, soit subordonnée à des conditions particulières de protection des personnes, des biens ou de l'environnement lorsque les actes, travaux et permis visés à l'article 84, 89 ou 127 se rapportent à des biens immobiliers exposés à un risque naturel ou à contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'Eau;

Considérant, comme le rappelle le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, dans son avis du 15 octobre 2008, que la présente révision porte essentiellement sur deux opérations d'aménagement indépendantes : d'une part l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Sampont et d'autre part l'inscription d'une zone naturelle sur un site Natura 2000;

Considérant qu'en ce qui concerne la première opération, la partie de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur par la présente modification en remplacement de zones non destinées à l'urbanisation - soit 5,4 hectares - est entièrement compensée par la désaffectation, sur 7,2 hectares, de la zone d'extraction située au nord de la route N83 au profit d'une zone naturelle et, sur 2 et 0,1 hectares respectivement, de la zone d'habitat à caractère rural dont les terrains appartiennent au carrier et d'une partie de zone de services publics et d'équipements communautaires au profit d'une zone d'espaces verts;

Considérant, par conséquent, que la désurbanisation, pour le surplus, des autres zones d'habitat à caractère rural est réalisée au profit de l'opération de conservation de la nature indépendamment de l'obligation de compensation prescrite par l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3° du Code;

Considérant, compte tenu de ce qui précède, qu'il s'indique d'adopter les modifications suivantes au plan de secteur du Sud-Luxembourg :

— l'inscription d'une zone d'extraction de 12,5 hectares, en extension est de la carrière de Sampont, sur le territoire de la commune d'Arlon, en lieu et place de terrains affectés en zones forestière et de services publics et d'équipements communautaires, destinée principalement à permettre l'exploitation de la réserve de gisement, mais également à l'aménagement d'un merlon de stériles servant de butte tampon le long de la route N83 ainsi qu'à l'établissement d'une zone tampon de l'ordre de 5 mètres de profondeur à aménager sur tout le périmètre de la zone d'extension de la carrière;

— l'inscription d'une zone d'extraction de 1,2 hectare sur le territoire de la commune d'Arlon, dans la partie ouest du site, en lieu et place de terrains affectés en zone forestière, destinée au stockage de produits, aux parkings et aux dépôts de terres de découverte;

— l'inscription d'une zone d'espaces verts de 3,3 hectares sur le territoire de la commune d'Arlon, au nord-est de la carrière, en lieu et place de terrains affectés en zones forestière, d'habitat à caractère rural et de services publics et d'équipements communautaires, destinée à servir d'écran entre la carrière et les habitations de la route d'Étalle;

— l'inscription d'une zone naturelle de 95 hectares, sur le territoire des communes d'Arlon pour 78 hectares et d'Étalle pour 17 hectares, en lieu et place de terrains affectés en zones d'extraction, agricole, d'espaces verts et d'habitat à caractère rural;

— la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager de 147 hectares, sur le territoire des communes d'Arlon pour 82 hectares et d'Étalle pour 65 hectares;

Considérant que le présent projet est apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés par l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à la poursuite de l'activité extractive pour une durée aujourd'hui estimée à quelque quinze ans, à rythme d'exploitation inchangé;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) en vue :

— de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Sampont sur le territoire de la commune d'Arlon et, à titre de compensations planologiques, de l'inscription d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Arlon et de la conversion d'une ancienne zone d'extraction en zone naturelle sur le territoire de la commune d'Étalle;

— de l'inscription d'une zone naturelle sur le territoire des communes d'Arlon et d'Étalle;

— de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire des communes d'Arlon et d'Étalle, est définitivement adoptée conformément à la carte ci-annexée.

Art. 2. Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire

Avis relatif à la révision partielle du plan de secteur du Sud-Luxembourg en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone d'espaces verts, d'une zone naturelle et de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 25, 27, 32, 35, 38, 40, 42 et 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1999 établissant le plan de secteur du Sud-Luxembourg;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts à Arlon, publié au *Moniteur belge* le 23 février 2004;

Considérant que le dispositif de cet arrêté ne correspondait pas à la carte lui annexée qui exprimait correctement la décision du Gouvernement; qu'un arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 a dès lors été adopté le 20 juillet 2005 afin de rétablir la conformité entre les deux documents;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision partielle du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts à Arlon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 adoptant le projet de révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone naturelle et d'une zone d'espaces verts et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager à Arlon et Etalle (planche 68/7);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2006 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg et sur l'arrêté le modifiant en vue de l'inscription d'une zone d'extraction, d'une zone d'espaces verts et d'une zone naturelle et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager à Arlon et à Etalle;

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers et les associations de personnes lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 mai 2008 au 9 juillet 2008 inclus et répertoriées ci-après :

Ville d'Arlon :

1. Association d'avocats - Me Pierre Kauten

Rue de Diekirch 62, à 6700 Arlon

2. Natagora ASBL - Mme Annie Remacle

Rue du Wisconsin 3, à 5000 Namur

3. M. Jules Burnotte

Rue de Goldberg 4, à Sampont

4. M. Patrick Perl et Mme Renée Weiller

Kleng Burg 3, à 8462 Eischen

Commune d'Etalle :

Natagora ASBL - Mme Annie Remacle

Rue du Wisconsin 3, à 5000 Namur

Vu l'avis du conseil communal de la ville d'Arlon du 25 juillet 2008 qui approuve à l'unanimité l'inscription d'une zone d'extraction permettant à l'entreprise Wickler de poursuivre ses activités et qui rejette à l'unanimité la suppression de la zone d'habitat à caractère rural inscrite rue du Muselbur, à Sampont;

Vu l'absence d'avis du conseil communal de la commune d'Etalle;

Vu le dossier d'enquête publique transmis par M. G. Geron, inspecteur général à la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (DGO4) à la Commission régionale d'aménagement du territoire qui l'a réceptionné en date du 8 septembre 2008;

Vu les situations juridiques et existantes du secteur;

La Commission régionale d'aménagement du territoire émet en date du 4 novembre 2008 un avis favorable concernant la modification partielle du plan de secteur du Sud-Luxembourg visant l'inscription :

- d'une zone d'extraction sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle;
- d'une zone naturelle sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle;
- d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Arlon et la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle.

La Commission régionale assortit son avis favorable des considérations suivantes :

I. Considérations générales.**1. La planologie.****1.1. L'extension de la zone d'extraction**

— Des réclamants s'opposent à l'extension de la zone d'extraction. Ils estiment qu'il n'y a aucune garantie que l'emploi sera durable et réservé aux ouvriers de la région d'Arlon et invoquent différents impacts liés à l'activité d'extraction :

- le bruit : "l'exploitation à grande échelle d'une carrière en bord de nationale et à proximité d'habitations entraînera la présence de nombreux engins lourds de chantiers, ce d'autant plus avec l'engagement de sept personnes supplémentaires. Aucun écran à part quelques douglas ne semble être prévu..."
- Les odeurs et les huiles : "les engins dégageront des gaz d'échappement sans parler des risques de pollution par les huiles et les carburants utilisés ce à proximité de réserves naturelles et de sites exceptionnels par leur biodiversité"
- Le vent : "Plusieurs riverains se plaignent déjà en été d'être saupoudrés de sable et de débris divers..."
- La modification de la nappe : "Le dossier ne renferme aucune étude sérieuse quant à l'existence dans cette région des nappes souterraines qui alimentent ces zones humides et le danger qu'elles vont courir suite au creusement multiplié de puits d'extraction par des engins puissants... On peut également se poser la question quant à la qualité des remblais qui seraient utilisés, leur dossier semble au point mort à ce sujet".

- Le danger de circulation : "La zone d'extraction se trouve en bord d'une nationale à haute circulation puisqu'elle dessert notamment l'E411 et la ville d'Arlon... L'augmentation significative de la circulation de gros engins de chantiers et de camions ne fera qu'aggraver les risques des automobilistes qui chaque jour y circulent..."

La CRAT prend acte de ces remarques. Elle rappelle que l'étude d'incidences a confirmé l'épuisement du gisement dans la zone d'extraction actuelle et que le nombre d'ha inscrits en extension de la zone d'extraction existante assurera des réserves pour une période estimée entre 18 et 25 ans.

Il convient également de signaler que trois produits sont issus de l'exploitation : deux produits essentiels, des grès et des sables, et un produit "presque anecdotique", des marnes. Tout le gisement peut être considéré comme valorisé. Il n'y a pratiquement pas de perte d'exploitation (RNT - page 13).

Il faut également prendre en considération que l'exploitation s'effectue à la pelle hydraulique et qu'il n'y donc pas de tirs de mines.

En termes d'incidences liées au bruit et au vent, la CRAT attire l'attention sur le fait qu'il s'agit de la poursuite d'une activité existante qui ne s'accompagnera ni d'un accroissement de la production ni d'un changement en terme de livraison.

L'auteur de l'étude d'incidences précise que "l'impact du charroi lié à la carrière sur la qualité de vie sera donc identique à l'impact actuel" (RNT - page 32). L'auteur d'étude relève néanmoins que le principal danger lié au trafic des camions est leur insertion dans la circulation de la RN83 et le tourne à gauche des camions provenant de la direction d'Arlon. Selon la police d'Arlon, aucun accident n'est à déplorer à cet endroit.

La CRAT signale également que l'auteur d'étude a réalisé une enquête "porte-à-porte" auprès des riverains dans l'objectif de recueillir leur perception sur les éventuelles nuisances occasionnées par la carrière. Il en ressort que les riverains interrogés ne se plaignent pas. Néanmoins, l'extension approchera les fronts de tailles qui se situeront à quelque 200 m des habitations. La zone d'espaces verts prévue par le projet devrait faire écran entre la carrière et les habitations.

En ce qui concerne les émissions de poussières, l'étude d'incidences mentionne qu'un riverain a signalé que lorsque la carrière exploitait la zone proche du carrefour entre la rue de Muselbur et la RN83, il y avait des problèmes de poussières par temps sec.

L'étude explique également qu'une bande bétonnée sur laquelle les camions passent, a été aménagée pour qu'ils se déchargent des poussières et que cette disposition semble suffisante étant donné la distance entre l'entrée du site et les habitations les plus proches. L'auteur d'étude recommande un arrosage des pistes par temps sec et le maintien de l'entrée/sortie du site là où elles se situent actuellement afin de maintenir les incidences liées au charroi à leur niveau actuel (RNT - page 32).

En termes d'odeurs et de risques de pollution liés aux pertes d'huile ou de carburants des engins, l'étude précise que le plancher de la carrière se situe au minimum 2 m au-dessus du niveau supérieur de la nappe présente au sein du Membre de Florenville exploité par la carrière. Il n'y a donc ni exhaure, ni pompage, ni rabattement de la nappe, ni prise d'eau pour exploiter.

Le projet d'extension prévoit que le niveau de l'exploitation restera au-dessus du niveau supérieur de la nappe.

La CRAT attire néanmoins l'attention sur le fait que "la situation de la carrière en zone d'alimentation de la nappe du Membre de Florenville impose la plus grande prudence concernant les précautions à prendre en terme de pollution accidentelle du sous-sol et de l'eau souterraine" (RNT - page 22).

Dans ses remarques relatives à la seconde phase de l'étude d'incidences de plan (Réf. 07/CRAT A.636-AN), la CRAT mentionnait :

"que lors de l'examen de la première phase de l'étude en 2004, la question de l'alimentation en eau du marais du Sampont, le problème de l'origine de l'alcalinité de son eau et la possible interrelation entre la carrière et la zone naturelle située au nord de la route RN83 avait été soulevé par la CRAT qui demandait que la seconde phase analyse de manière approfondie l'impact de l'extension de la carrière sur l'alcalinité de l'eau du marais; que la seconde phase note qu'un tuyau de drainage provenant de la carrière aboutit dans le marais; que les piézomètres placés par l'exploitant à la demande du chargé d'étude n'ont pas été positionnés aux endroits demandés; que si l'étude signale que "dans l'état actuel des connaissances de la question, la poursuite de l'exploitation ne devrait pas avoir d'impact sensible sur les marais alcalins," elle recommande que "une étude hydrogéologique complémentaire devrait confirmer ces constats, aujourd'hui provisoires."; que les autres impacts générés par l'extension de la carrière ne sont pas significatifs;

La CRAT rend un avis favorable au projet mais regrette que l'étude hydrogéologique qui aurait dû être faite dans le cadre de la seconde phase de l'étude d'incidences de plan n'ait pas été réalisée d'autant que l'extension envisagée, étant inférieure à 25 ha, ne devra vraisemblablement pas donner lieu à la réalisation d'une étude de projet.

La CRAT demande qu'il soit prévu dans le permis :

- la vérification du comblement des trous dans le plancher de la carrière;
- le réaménagement du site en zone naturelle;
- l'installation d'un décanteur.

La CRAT demande dès lors que la demande de permis soit accompagnée de cette étude hydrogéologique complémentaire.

1.2. La suppression de zones d'habitat à caractère rural.

Des riverains s'opposent au déclassement de terrains constructibles considérant que le projet a pour effet de "prendre des terrains appartenant à une seule personne pour les industrialiser et donc en tirer des profits économiques et qu'en compensation dans un réflexe écologique, on décline d'autres terrains sans se préoccuper de la perte économique subie par plusieurs familles originaires de la région". Ils s'opposent à ce que leurs terrains servent de monnaie d'échange. Ils analysent les arguments développés en faveur de ce déclassement :

- le seul argument résistant quelque peu à l'analyse est celui de la situation de ces terrains en zone humide et/ou inondable mais cela n'a pas empêché la construction de nouvelles habitations à Sampont et à Villers-Tortru;
- jusqu'il y a peu, les terrains situés de part et d'autre de la route étaient cultivés et les récoltes excellentes. D'autres sont toujours cultivés;
- les terrains sont constructibles. De nombreux jeunes couples s'installent à Sampont;
- les terrains visés appartiennent à des familles qui ont investi dans l'achat de ces terrains et qui subiront une perte économique importante du fait du déclassement;
- le déclassement du chemin n° 39 pose problème car prive les terrains d'une sortie.

La CRAT prend acte de cette opposition et de l'analyse qui en est faite.

La CRAT tient à rappeler que si le prescrit de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du CWATUP impose de compenser l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation notamment par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation, il convient de noter que les 7,2 ha de zone d'extraction situés au nord de la RN83 convertis en zone naturelle suffisaient comme compensation planologique dans la mesure où 8,1 ha de zone de services publics et d'équipements communautaires, soit une zone constructible, sont convertis en zone d'extraction.

Les trois zones d'habitat à caractère rural converties en zones non constructibles sont les suivantes :

1^o La zone d'habitat à caractère rural située au carrefour de la route d'Etalle (RN83) et du chemin de Sampont.

Cette zone est convertie en zone d'espaces verts afin d'éviter que la zone d'extraction soit contiguë à la zone d'habitat rural.

L'auteur d'étude précise que les terrains concernés sont propriétés de l'exploitant de la carrière (RNT - page 40).

2^o Deux zones d'habitat à caractère rural situées l'une rue du Plomblerg et l'autre rue du Muselbur sont converties en zone naturelle.

Il s'agit de zones qui n'ont pas fait l'objet d'une urbanisation.

L'auteur d'étude mentionne qu'elles sont situées en zone de marais (anciennes tourbières) et donc dans des terrains de portance faible et susceptibles d'être inondés. Certains terrains sont propriétés des RNOB, gestionnaire des marais de Sampont.

Il justifie leur inscription en zone naturelle par les risques d'incidences que peut entraîner la construction d'habitation en bordure d'une réserve naturelle :

"— nuisances diverses liées à l'occupation périphérique : déchets de tonte, risque d'intrusion, de piétinement, dérangement de la faune,...

— risques sérieux de pollution, en particulier dans des endroits non reliés à l'égout. D'une manière générale, les capacités d'épuration des systèmes individuels sont relatives et les contrôles difficiles. Dans le cas présent, les terrains marneux rendent impossible une dispersion verticale des effluents".

L'auteur précise en outre que la rue du Plomblerg n'est ni carrossable, ni équipée.

Par ailleurs, la suppression de la zone d'habitat à caractère rural rue du Muselbur assure la continuité de la zone naturelle de part et d'autre de cette rue. Ces deux zones d'habitat à caractère rural sont par ailleurs incluses à la zone Natura 2000 - BE 34057 - Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch.

La CRAT estime que la suppression de ces deux zones d'habitat à caractère rural est également de nature à favoriser la biodiversité et qu'en ayant choisi cette option, la décision du Gouvernement wallon est conforme au prescrit de l'article 1^{er}, § 1^{er} du CWATUP.

1.3. La suppression du périmètre d'intérêt paysager.

Un réclamant s'interroge sur le respect de la Convention de Florence en matière de paysage.

La CRAT en prend acte et fait état que l'auteur d'étude précise que "la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager n'a pas été considérée par l'étude comme susceptible d'entraîner des inconvénients majeurs dans la mesure où l'affectation en zone naturelle compense largement cette perte et est mieux à même de générer une amélioration du paysage". De plus, cette proposition se base sur l'étude ADESA réalisée en 1996 laquelle estime que le périmètre d'intérêt paysager repris actuellement au plan de secteur n'est pas justifié.

La suppression de la zone d'habitat rue du Muselbur permettra également le maintien d'une plus grande cohérence dans le paysage.

Quant à la nouvelle zone d'extraction, l'analyse et les photomontages de l'étude permettent d'estimer que son impact sur le paysage sera peu important. En effet, la carrière est peu visible de la route et la poussée de la végétation augmentera encore la barrière visuelle.

2. Les parcelles cadastrales.

Un réclamant fait état que les parcelles cadastrales dont il est propriétaire ne sont pas mentionnées dans l'étude d'incidences.

La CRAT prend acte de cette remarque mais estime qu'il n'y a pas lieu de considérer l'absence des noms de l'ensemble des propriétaires comme un vice de forme, ce que fait le conseil communal d'Arlon, dans la mesure où l'article 42 du CWATUP ne reprend pas cet élément dans le contenu de l'étude d'incidences de plan.

Néanmoins, la CRAT considère que si l'auteur d'étude cite les parcelles de certains propriétaires, il convient qu'il les cite toutes.

3. La protection des espèces protégées.

Un réclamant attire l'attention sur la présence confirmée du lézard des souches (*Lacerta agilis*), une espèce intégralement protégée, au sein du périmètre de la future carrière et plus précisément dans l'angle nord-ouest de la partie de la zone forestière modifiée en zone d'extraction soit la partie localisée en W selon le phasage initialement proposé par l'exploitant. Or, cette partie est proposée tout comme les parties X et Y comme zone pour le "stockage, déstockage et installations de dépendances fixes". Cette partie héberge également au même endroit, une population relativement importante d'une plante intégralement protégée, l'*Epipactis atrorubens* ainsi que des espèces d'insectes strictement protégées (*Oedipoda caerulescens*, *Anthidium punctabem*, *Colletes cunicularius*).

Le réclamant estime par conséquent indispensable que l'étude d'incidences pour le permis unique prenne en compte la présence du lézard des souches, reptile menacé, non seulement au cours de l'exploitation (aménagement d'une partie de la zone W en faveur de l'espèce, futurs merlons,...) mais aussi lors des différentes phases du réaménagement.

Il signale par ailleurs que contrairement à ce que déclare l'auteur d'étude (Phase II - page 61) "la majorité des populations de *Lacerta agilis* de Belgique en forte régression, subsiste sur le terrain militaire de Lagland (contigu à la carrière) et aux abords de la Semois". Cette information, selon le réclamant, s'avère en partie erronée dans la mesure où la population de Lagland, très peu dense, n'est actuellement pas en contact avec celle du Sampont à cause de la vaste zone forestière qui constitue une barrière.

La CRAT prend acte de ces commentaires et recommandations. La zone d'extraction étant inférieure à 25 ha, il n'y a pas obligation d'imposer la réalisation d'une étude d'incidences de projet. Si tel est le cas, la CRAT insiste pour qu'il soit tenu compte de la protection de cette espèce dans les conditions du permis.

4. Le réaménagement du site.

Un réclamant se déclare opposé à la proposition de l'exploitant de réaffecter le site en zone forestière à l'issue de l'exploitation.

Il justifie sa position au vu des potentialités biologiques importantes des nombreuses carrières jadis ouvertes à Sampont. Il se rallie à la proposition de l'auteur d'étude de réaffecter le site en zone naturelle non seulement pour la protection des espèces animales mais également pour le développement de pelouses sur sable.

La CRAT se rallie également à ce point de vue.

5. La qualité de l'étude d'incidences de plan.

La CRAT estime peu satisfaisante la qualité de l'étude d'incidences.

Celle-ci pêche par un manque de lisibilité très important. Sa présentation a été confuse. La CRAT n'a pas eu de réponse précise quant aux interrogations qu'elle se posait en matière d'hydrogéologie lors de la présentation de la première phase, ce qui implique la réalisation d'un complément qui n'a pas été réalisé lors de la seconde phase.

Par ailleurs, l'étude envisage toute une série de variantes dont il est difficile de déterminer celles qui sont retenues des autres.

II. Considérations particulières.**Ville d'Arlon :**

1. Association d'avocats - Me P. Kauten

Il est pris acte de l'opposition et des remarques qui l'accompagnent. Il y est fait référence dans les considérations générales.

2. Natagora ASBL - Mme A. Remacle

Il est pris acte des remarques auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.

3. M. J. Burnotte

Il est pris acte des remarques auxquelles il est fait référence dans les considérations générales.

4. M. P. Perl et Mme R. Weiler Il est pris acte de l'opposition et des remarques qui les justifient. Il y est fait référence dans les considérations générales.

Commune d'Etalle :

Natagora ASBL

Il est répondu à cette réclamation dans la réclamation n° 3 d'Arlon.

Pierre Got, président.

Adoption définitive de la révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Sampont, d'une zone d'espaces verts, d'une zone naturelle et de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire des communes d'Arlon (Hachy) et d'Etalle (Vance).

Déclaration environnementale.

Cette révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg vise à l'inscription :

— d'une zone d'extraction de 12,5 hectares, en extension est de la carrière de Sampont, sur le territoire de la commune d'Arlon, en lieu et place de terrains affectés en zones forestière et de services publics et d'équipements communautaires, destinée principalement à permettre l'exploitation de la réserve de gisement, mais également à l'aménagement d'un merlon de stériles servant de butte tampon le long de la route N83 ainsi qu'à l'établissement d'une zone tampon de l'ordre de 5 mètres de profondeur à aménager sur tout le périmètre de la zone d'extension de la carrière;

— d'une zone d'extraction de 1,2 hectare sur le territoire de la commune d'Arlon, dans la partie ouest du site, en lieu et place de terrains affectés en zone forestière, destinée au stockage de produits, aux parkings et aux dépôts de terres de découverte;

— d'une zone d'espaces verts de 3,3 hectares sur le territoire de la commune d'Arlon, au nord-est de la carrière, en lieu et place de terrains affectés en zones forestière, d'habitat à caractère rural et de services publics et d'équipements communautaires, destinée à servir d'écran entre la carrière et les habitations de la route d'Etalle;

— d'une zone naturelle de 95 hectares, sur le territoire des communes d'Arlon pour 78 hectares et d'Etalle pour 17 hectares, en lieu et place de terrains affectés en zones d'extraction, agricole, d'espaces verts et d'habitat à caractère rural;

et à la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager de 147 hectares, sur le territoire des communes d'Arlon pour 82 hectares et d'Etalle pour 65 hectares.

Par son arrêté du 4 décembre 2003, modifié le 20 juillet 2005, le Gouvernement wallon a décidé la mise en révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg et a adopté l'avant-projet de révision.

Le 4 mai 2006, il a décidé de faire réaliser une étude d'incidences sur ledit avant-projet, dont le contenu a été soumis le 20 octobre 2005 à l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et à la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement.

L'auteur désigné pour réaliser l'étude d'incidences de plan a été choisi à la suite d'une procédure négociée sans publicité au sens de l'article 17, § 2, 1^o, a), de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services; il s'agit du bureau Atelier 50, agréé en vertu du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Logement et du Patrimoine, et du Livre I^{er} du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement.

L'auteur de l'étude d'incidences a réalisé celle-ci dans le respect du prescrit de l'article 42 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Logement et du Patrimoine et du cahier spécial des charges, et a analysé l'avant-projet de manière complète.

Tenant compte des conclusions de l'étude d'incidences et des recommandations émises par la Commission régionale d'aménagement du territoire, dans son avis du 25 octobre 2007, le Gouvernement wallon a adopté, le 17 avril 2008, un projet de révision.

Celui-ci a été soumis à une enquête publique qui s'est déroulée du 26 mai 2008 au 9 juillet 2008. En répondant aux réclamations exprimées au cours de cette enquête publique, la Commission régionale d'aménagement du territoire et le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable ont émis, le 4 novembre 2008 et le 15 octobre 2008 respectivement, un avis favorable sur la présente modification.

En complétant les réponses susmentionnées, le Gouvernement wallon adopte définitivement la révision de plan de secteur, par l'arrêté auquel est annexée la présente déclaration.

* * *

La présente déclaration ne porte que sur les considérations environnementales pour lesquelles, à l'une ou l'autre étape du processus de révision de plan de secteur présenté ci-dessus, un impact - positif ou négatif - a été identifié.

La présente révision porte sur trois opérations d'aménagement indépendantes :

1. l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Sampont;
2. l'inscription d'une zone naturelle sur un site Natura 2000;
3. la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager.

Par conséquent, la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan est résumée pour chaque opération d'aménagement indépendamment.

1. Inscription d'une zone d'extraction.

L'hydrogéologie était une contrainte majeure du projet, déjà identifiée par l'avant-projet. La nécessité d'analyser de manière approfondie les risques potentiels ou avérés de pollution des eaux et l'impact de l'extension de la carrière sur l'alimentation en eau du marais de Sampont, l'alcalinité de son eau et la possible interrelation entre la carrière et la zone naturelle située au nord de la route N83, a été soulevée par la Commission régionale d'aménagement du territoire avant la réalisation de la seconde phase de l'étude d'incidences. A l'issue de cette dernière, qui a conclu que le projet ne devrait pas engendrer d'impact conséquent, ladite Commission a regretté l'absence d'une étude hydrogéologique complète; par ailleurs, des réclamants se sont également exprimés sur la question lors de l'enquête publique.

Finalement, cette étude hydrogéologique a été réalisée et déposée en date du 26 décembre 2008. Elle a conclu au fait que le problème principal était l'atterrissement à l'exutoire de l'aqueduc de récolte des eaux de ruissellement de la carrière passant sous la route N83 et que la solution à ce problème consistait en la réalisation d'un bassin de décantation plus important. Cela correspond à une recommandation antérieure constante de la Commission régionale d'aménagement du territoire.

Par ailleurs, l'étude d'incidence soulignait que "la situation de la carrière en zone d'alimentation de la nappe du Membre de Florenville impose la plus grande prudence concernant les précautions à prendre en termes de pollution accidentelle du sous-sol et de l'eau souterraine", risque déjà identifié par l'avant-projet. La Commission régionale d'aménagement du territoire partage ces préoccupations.

L'étude d'incidences a également mis en évidence, dans le plancher de la carrière, la présence d'excavations remblayées par apport de matériaux exogènes. La Commission régionale d'aménagement du territoire insiste donc sur la nécessité de vérifier la nature du comblement de ces trous.

Contrairement à la proposition de l'exploitant de réaffecter le site en zone forestière à l'issue de l'exploitation, l'auteur de l'étude d'incidences proposait de réaffecter le site en zone naturelle, non seulement pour la protection des espèces animales mais également pour le développement de pelouses sur sable. La Commission régionale d'aménagement du territoire se rallie à ce point de vue.

Pour répondre à un réclamant qui, au cours de l'enquête publique, attirait l'attention sur la présence confirmée d'espèces protégées sur le site, la Commission régionale d'aménagement du territoire recommande de garantir les conditions de sauvegarde de ces espèces.

Dans son arrêté d'adoption définitive de la révision de plan de secteur, le Gouvernement wallon se rallie à l'ensemble des recommandations émises par la Commission régionale d'aménagement du territoire, évoquées ci-dessus, dont la mise en œuvre relève du permis unique. En ce qui concerne les deux dernières recommandations évoquées, le Gouvernement wallon estime qu'il conviendra, dans le cadre de la procédure de délivrance de ce permis, de consulter le Département de la nature et des forêts de la Direction générale opérationnelle de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement.

Enfin, alors qu'il confirmait que les incidences liées au bruit, à la poussière, au charroi, ... ne seront pas supérieures à leur niveau actuel, vu qu'il s'agit de la poursuite d'une activité existante sans accroissement de la production ni changement en terme de livraison, et que les techniques d'extraction sont peu génératrices de bruit ou de vibration, l'auteur de l'étude d'incidences a reconnu l'utilité d'un espace de transition entre la carrière et les habitations. Il justifiait ainsi l'inscription de la zone d'espaces verts prévue à l'avant-projet.

Sa proposition de l'étendre vers le sud pour correspondre aux limites physiques de la zone a été reprise dans les recommandations de la Commission régionale d'aménagement du territoire du 25 octobre 2007. Le Gouvernement a donc modifié le projet en conséquence.

L'avant-projet de révision de plan de secteur prévoyait l'aménagement d'un merlon de stériles servant de butte tampon le long de la route N83 ainsi que l'établissement d'une zone tampon de l'ordre de 5 mètres de profondeur à aménager sur tout le périmètre de la zone d'extension de la carrière, tant pour des raisons de maintien de l'intégrité des périmètres Natura 2000 voisins que de limitation de l'impact paysager de l'extension de la carrière. L'intérêt de ces aménagements est confirmé par l'étude d'incidences qui ne relève pas d'incidences non négligeables sur lesdits périmètres.

2. Inscription d'une zone naturelle.

Par la présence et l'intérêt des bas-marais alcalins ainsi que des tourbières, l'étude d'incidences a confirmé l'intérêt biologique exceptionnel, tant faunistique que floristique, de l'ensemble formé par la réserve naturelle de Sampont et a justifié son inscription en zone naturelle. Dans son avis du 15 octobre 2008, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable a estimé que "le projet est conforme à la valeur exceptionnelle du patrimoine à protéger et aux documents régionaux de référence comme le schéma de développement de l'espace régional, qui mentionne que la zone naturelle au plan de secteur est à affecter de manière prioritaire aux sites de grand intérêt biologique."

Cette opération vise, entre autres, la conversion en zone naturelle de deux zones d'habitat à caractère rural : l'une située à Fouches, rue du Promblerg, et l'autre à Sampont, rue du Muselbur. Bien que la conversion de ces deux zones ait suscité l'opposition de plusieurs riverains, l'interrogation du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable sur "les conséquences de la moins-value foncière" et, en ce qui concerne la rue du Muselbur, le rejet du conseil communal de la ville d'Arlon, le Gouvernement wallon confirme cette option en ce qu'elle vise la

protection du site Natura 2000 - BE34057 - Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch, auquel sont incluses les deux zones, qui n'ont pas fait l'objet d'une urbanisation. Il se rallie ainsi à l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire émis le 4 novembre 2008, qui a estimé que "la suppression des deux zones d'habitat à caractère rural est de nature à favoriser la biodiversité" et a rappelé les conclusions de l'étude d'incidences.

Celle-ci soulignait les problèmes d'accès et les risques de pollution de la réserve naturelle liés à l'urbanisation de la zone d'habitat à caractère rural située rue du Prombleg. De plus, l'équipement et la topographie des lieux n'en permettent pas l'urbanisation de fait.

En ce qui concerne la zone d'habitat à caractère rural située rue du Muselbur, l'étude d'incidences, ainsi que la cartographie de l'aléa d'inondation par débordement de cours d'eau du sous-bassin hydrographique "Semois-Chiers" approuvé par le Gouvernement wallon le 27 juin 2007, ont souligné le risque d'inondation d'une partie importante de la zone d'habitat, limitant dès lors les possibilités d'urbanisation de fait. De plus, l'étude d'incidences a justifié la conversion pour permettre une continuité entre les deux parties de la réserve naturelle et pour limiter les risques de pollution de la zone naturelle liés à l'urbanisation de la zone. Enfin, la Commission régionale d'aménagement du territoire a ajouté que "la suppression de la zone d'habitat rue du Muselbur permettra également le maintien d'une plus grande cohérence dans le paysage."

Notons que l'étude d'incidences avait relevé certaines incohérences de délimitation de la zone naturelle dans l'avant-projet, celui-ci se basant sur le périmètre Natura 2000. En vue d'une meilleure cohérence planologique, le projet a été adapté en incorporant en zone naturelle une parcelle de zone d'habitat à caractère rural située rue du Prombleg, ainsi qu'une petite zone agricole située au nord de la zone d'habitat à caractère rural maintenue au bord de la route N83, dont la taille ne permettait pas l'exploitation.

3. Suppression d'un périmètre d'intérêt paysager.

Cette opération, secondaire au regard des deux autres, vise à faire correspondre le plan de secteur à une situation de fait.

En réponse à un réclamant qui, lors de l'enquête publique s'interrogeait sur le respect de la Convention de Florence, la Commission régionale d'aménagement du territoire a rappelé les conclusions de l'étude d'incidences. Celle-ci précisait que la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager n'est pas susceptible d'entraîner des inconvénients majeurs dans la mesure où l'affectation de la majeure partie des terrains concernés en zone naturelle et l'inscription d'une partie importante du site en zone Natura 2000 sont mieux à même de générer une amélioration du paysage; de plus, cette proposition se base sur l'étude réalisée par l'ADESA (Action de défense de l'environnement de la vallée de la Senne et de ses affluents) en 1996, laquelle estimait que le périmètre d'intérêt paysager repris actuellement au plan de secteur n'est pas justifié.

De son côté, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable a remis un avis favorable "au vu des caractéristiques de ce territoire qui sont davantage liées à la biodiversité qu'aux éléments paysagers."

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant définitivement la révision du plan de secteur du Sud-Luxembourg (planche 68/7) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Sampont, d'une zone d'espaces verts, d'une zone naturelle et de la suppression d'un périmètre d'intérêt paysager, sur le territoire des communes d'Arlon et d'Etalle.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A.é ANTOINE

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3144

[2009/203981]

27. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Süd-Luxemburg (Karte 68/7) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Erweiterung des Steinbruchs von Sampont, eines Grüngebiets und eines Naturgebiets, und der Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 27, 32, 35, 37, 38, 40, 42, 43, 44, 45 und 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. März 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Süd-Luxemburg;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Verabschiedung des Entwurfes zur Revision des Sektorenplans Süd-Luxemburg zwecks Eintragung eines Abbaugebiets, eines Naturgebiets und eines Grüngebiets und zur Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse in Arlon und Etalle (Karte 68/7);

Aufgrund der Bemerkungen und Einwände von Privatpersonen und Vereinigungen von natürlichen Personen anlässlich der öffentlichen Untersuchung, die vom 26. Mai bis zum 9. Juli 2008 in den Gemeinde Arlon und Etalle stattgefunden hat;

Aufgrund der Konzertierungsversammlungen, die am 14. Juli in Arlon und am 15. Juli in Etalle stattgefunden haben;

Aufgrund des Gutachtens des Gemeinderates der Stadt Arlon vom 25. Juli 2008, der einstimmig der Eintragung eines Abbaugebiets zustimmt, durch die der Betrieb Wickler seine Aktivitäten weiterführen kann, und einstimmig die Abschaffung des Wohngebiets mit ländlichem Charakter in Sampont, rue du Muselbur, ablehnt;

Aufgrund des fehlenden Gutachtens des Gemeinderats der Gemeinde Etalle;

Aufgrund der durch den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung am 15. Oktober 2008 und den Regionalausschuss für Raumordnung am 4. November 2008 abgegebenen günstigen Gutachten;

In der Erwägung, dass sich die Regierung den von dem Regionalausschuss für Raumordnung in seinem Gutachten vom 4. November 2008 gegebenen Antworten anschließt;

In der Erwägung außerdem, dass die zeitweiligen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans auf die Beschäftigung und die Wirtschaft die Abbautätigkeiten betreffen; dass diese Auswirkungen nicht notwendigerweise lokal bleiben werden; dass der Steinbruch andererseits die Asphalt- und Betonwerke von Stockem (Arlon) und Bastogne mit Werkstoffen beliefert, welche laut der Umweltverträglichkeitsprüfung 40 Personen beschäftigen;

In der Erwägung, dass die Regierung hinsichtlich der potentiellen oder nachgewiesenen Gefahr einer Wasserverschmutzung und der hydrogeologischen Auswirkungen der Erweiterung des Steinbruchs die Ansicht des Regionalausschusses für Raumordnung teilt, was die Notwendigkeit einer zusätzlichen hydrogeologischen Untersuchung betrifft; dass diese hydrogeologische Studie durchgeführt und am 26. Dezember hinterlegt worden ist; dass deren Schlussfolgerung die Tatsache ist, dass das Hauptproblem in der Anschwemmung des Niederschlagswassers vom Steinbruch am Ablass des Sammelaquädukts besteht, das unter der Straße N83 fließt; dass die Lösung dieses Problems die Herstellung eines größeren Absetzbeckens ist, in Übereinstimmung mit der Empfehlung des Regionalausschusses für Raumordnung;

In der Erwägung, dass die Regierung sich den Empfehlungen des Regionalausschusses für Raumordnung anschließt, deren Durchführung den Bedingungen der Globalgenehmigung zu genügen hat, nl.:

- maximale Vorsicht hinsichtlich der Vorsorgemaßnahmen, was die Gefahr einer unfallbedingten Verschmutzung des Untergrunds und des Grundwassers betrifft, wie in der Umweltverträglichkeitsprüfung angegeben;
- Bewässerung der Fahrspuren bei Trockenwetter;
- Erhaltung der aktuellen Lokalisierung der Ein- und Ausfahrt;
- Prüfung der Art und Weise, wie die Löcher im Boden des Steinbruchs aufgefüllt worden sind (wie 2006 festgestellt und in der Umweltverträglichkeitsprüfung angeführt);
- Einrichtung eines Absetzbeckens;
- Wiedereinrichtung des Standorts in ein Naturgebiet;
- Gewährleistung der Bedingungen für die Erhaltung der am Standort identifizierten geschützten Arten;

In der Erwägung, dass, was die letzten beiden Elemente betrifft, die Stellungnahme der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt im Rahmen der Ausstellung der Globalgenehmigung einzuholen ist;

In der Erwägung, dass es in Übereinstimmung mit der in der Umweltverträglichkeitsprüfung stehenden und von dem Regionalausschuss für Raumordnung abgegebenen Empfehlung dem Gemeinderat der Stadt Arlon und dem Provinzkollegium der Provinz Luxemburg als für die Polizeiordnung auf den Vizinalstraßen zuständigen Behörden obliegt, die Abänderung der Trasse des Wegs Nr. 39 anlässlich der Umsetzung vorliegender Revision des Sektorenplans vorzuschlagen;

In der Erwägung, dass die Regierung die Option der Umwandlung der Wohngebiete mit ländlichem Charakter der rue du Promberg und der rue du Muselbur in Naturgebiete bestätigt, da diese Option im Sinne des Schutzes des Natura 2000-Gebiets Nr. BE 34057 "Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch" (dem beide Gebiete angehören) ist; in der Erwägung, dass die Regierung sich dem begründeten Gutachten des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung vom 15. Oktober 2008 und demjenigen des Regionalausschusses für Raumordnung vom 4. November 2008 über diese Problematik anschließt; dass Artikel 70 des Gesetzbuches die Antwort auf die Folgen des etwaigen Wertverlustes anschließend an die Umwandlung dieser beiden Gebiete bringen kann;

In der Erwägung außerdem, dass diese Wohngebiete mit ländlichem Charakter im Atlas der Gebiete mit Überschwemmungsgefahr als Gebiete mit einem mittleren Wert stehen;

Aufgrund des ministeriellen Rundschreibens vom 9. Januar 2003 über die Erteilung von Genehmigungen in überschwemmungsgefährdeten Gebieten und über die Bekämpfung der Bodenversiegelung;

Aufgrund des Artikels 136 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in dem u.a. vorgeschrieben wird, dass die Ausführung von Handlungen und Arbeiten entweder verboten oder aber besonderen Bedingungen zum Schutz der Personen, Güter und der Umwelt unterworfen werden kann, wenn die Handlungen, Arbeiten oder Genehmigungen im Sinne von Artikel 84, 89 oder 127 sich auf Immobiliengüter beziehen, die einem bedeutenden natürlichen Risiko oder einer bedeutenden geotechnischen Belastung ausgesetzt sind, wie z.B. Überschwemmungen in überschwemmungsgefährdeten Gebieten im Sinne von Artikel D.53 des Wassergesetzbuches;

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision hauptsächlich zwei voneinander unabhängige raumordnerische Maßnahmen betrifft, wie der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung es in seinem Gutachten vom 15. Oktober 2008 erklärt, nl. einerseits die Eintragung eines Abbaugebiets in Erweiterung des Steinbruchs von Sampont, und andererseits die Eintragung eines Naturgebiets in einen Natura 2000-Standort;

In der Erwägung, was die erste Maßnahme betrifft, dass der Teil des Abbaugebiets, der durch vorliegende Änderung als Ersatz für nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete (5,4 Ha) in den Sektorenplan eingetragen wird, ganz durch die Zweckentfremdung (über 7,2 Ha) des Abbaugebiets nördlich der Straße N83 zugunsten eines Naturgebiets und die Zweckentfremdung des Wohngebiets mit ländlichem Charakter, deren Gelände dem Steinbruchinhaber gehören (über 2 Ha), und eines Teils eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen (0,1 Ha) zugunsten eines Grüngebiets ausgeglichen wird;

In der Erwägung, dass die Entstädterung, was die restlichen Gelände betrifft, der weiteren Wohngebiete mit ländlichem Charakter demzufolge zugunsten der Naturschutzmaßnahme erfolgt, unabhängig von der Ausgleichsverpflichtung nach Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° des Gesetzbuches;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung des Vorhergehenden Anlass gibt, die folgenden Abänderungsmaßnahmen im Sektorenplan Süd-Luxemburg zu treffen:

- die Eintragung eines Abbaugebiets von 12,5 Ha als östliche Erweiterung des Steinbruchs von Sampont auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon, an Stelle von Geländen mit einer Bestimmung als Forstgebiet und als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, mit dem hauptsächlichsten Zweck, die Bewirtschaftung der Lagerstätten aber auch die Einrichtung eines Schutzwalls von Bergen, der als Pufferhügel entlang der Straße RN83 dienen soll, sowie einer 5 Meter tiefen Pufferzone auf dem ganzen Umkreis des Erweiterungsgebiets des Steinbruchs, zu ermöglichen;

- die Eintragung eines Abbaugebiets von 1,2 Ha auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon auf dem westlichen Teil des Geländes, an Stelle von Geländen mit einer Bestimmung als Forstgebiet, für die Lagerung der Produkte, der Abraumerde und für Parkplätze;

- die Eintragung eines Grüngebiets von 3,3 Ha auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon auf dem nordöstlichen Teil des Steinbruchs, an Stelle von Geländen mit einer Bestimmung als Forstgebiet, als Wohngebiet mit ländlichem Charakter und als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, für die Einrichtung eines Schirms zwischen dem Steinbruch und den Wohnhäusern auf der Straße nach Etalle;

— die Eintragung eines Naturgebiets von 95 Ha auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon (78 Ha) und Etalle (17 Ha), an Stelle von Geländen mit einer Zweckbestimmung als Abbaugelände, Agrargebiet, Grüngebiet und Wohngebiet mit ländlichem Charakter;

— die Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse von 147 Ha auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon (82 Ha) und Etalle (65 Ha);

In der Erwägung, dass das vorliegende Projekt geeignet ist, um unter Beachtung der in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erklärten Zielsetzungen den Raumbedürfnissen zur Weiterführung der Abbautätigkeit für eine heute auf ca. 15 Jahre geschätzte Dauer (bei unveränderter Betriebsleistung) nachzukommen;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
Beschließt:

Artikel 1 - Die Revision des Sektorenplans Süd-Luxemburg (Karte 68/7) zwecks:

— der Eintragung eines Abbaugeländes in Erweiterung des Steinbruchs von Sampont auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon mit als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen die Eintragung eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon und die Umwandlung eines ehemaligen Abbaugeländes in ein Naturgebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Etalle;

— der Eintragung eines Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle;

— der Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle, wird in Übereinstimmung mit beiliegender Karte endgültig verabschiedet.

Art. 2 - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Endgültige Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Süd-Luxemburg zwecks der Eintragung eines Abbaugeländes in Erweiterung des Steinbruchs von Sampont, eines Grüngebiets, eines Naturgebiets und der Abschaffung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon (Hachy) und Etalle (Vance)

Umwelterklärung.

Diese Revision des Sektorenplans Süd-Luxemburg betrifft die Eintragung:

— eines Abbaugeländes von 12,5 Ha als östliche Erweiterung des Steinbruchs von Sampont auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon, an Stelle von Geländen mit einer Bestimmung als Forstgebiet und als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, mit dem hauptsächlichsten Zweck, die Bewirtschaftung der Lagerstätten aber auch die Einrichtung eines Schutzwalls von Bergen, der als Pufferhügel entlang der Straße RN83 dienen soll, sowie einer 5 Meter tiefen Pufferzone auf dem ganzen Umkreis des Erweiterungsgebiets des Steinbruchs, zu ermöglichen;

— eines Abbaugeländes von 1,2 Ha auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon auf dem westlichen Teil des Geländes, an Stelle von Geländen mit einer Bestimmung als Forstgebiet, für die Lagerung der Produkte, der Abraumerde und für Parkplätze;

— eines Grüngebiets von 3,3 Ha auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon auf dem nordöstlichen Teil des Steinbruchs, an Stelle von Geländen mit einer Bestimmung als Forstgebiet, als Wohngebiet mit ländlichem Charakter und als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, für die Einrichtung eines Schirms zwischen dem Steinbruch und den Wohnhäusern auf der Straße nach Etalle;

— eines Naturgebiets von 95 Ha auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon (78 Ha) und Etalle (17 Ha), an Stelle von Geländen mit einer Zweckbestimmung als Abbaugelände, Agrargebiet, Grüngebiet und Wohngebiet mit ländlichem Charakter;

und die Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse von 147 Ha auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon (82 Ha) und Etalle (65 Ha);

Durch ihren am 20. Juli 2005 abgeänderten Erlass vom 4. Dezember 2003 hat die Wallonische Regierung beschlossen, den Sektorenplan Süd-Luxemburg einer Revision zu unterziehen, und den Vorentwurf zur Revision verabschiedet.

Am 4. Mai 2006 hat sie beschlossen, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über diesen Vorentwurf durchführen zu lassen, deren Inhalt am 20. Oktober 2005 dem Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung, des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt unterworfen worden ist.

Der für die Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmte Autor wurde im Anschluss an ein Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung im Sinne von Art. 17 § 2 1^o, a) des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge ausgewählt; es handelt sich um das Büro Atelier 50, das sowohl kraft des CWATUP als kraft des Buches I des Umweltgesetzbuches betreffend die Bewertung der Umweltverträglichkeit zugelassen ist.

Der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung hat diese in Übereinstimmung mit Artikel 42 des CWATUP und dem Sonderlastenheft durchgeführt, und den Vorentwurf ausführlich untersucht.

Unter Berücksichtigung der Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung und der in dem Gutachten vom 25. Oktober 2007 abgegebenen Empfehlungen des Regionalausschusses für Raumordnung hat die Wallonische Regierung am 17. April 2008 einen Revisionsentwurf verabschiedet.

Dieser wurde einer öffentlichen Untersuchung unterworfen, die vom 26. Mai 2008 bis zum 9. Juli 2008 stattgefunden hat. Der Regionalausschuss für Raumordnung und der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung haben am 4. November 2008 bzw. am 15. Oktober 2008 ein günstiges Gutachten über vorliegende Abänderung abgegeben und dabei die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen beantwortet.

Durch den Erlass, dem die vorliegende Erklärung beigefügt wird, ergänzt die Wallonische Regierung die oben erwähnten Antworten und verabschiedet sie endgültig die Revision des besagten Sektorenplans.

* * *

Die vorliegende Erklärung betrifft nur die umweltrelevanten Aspekte, für die im Laufe des oben dargestellten Verfahrens zur Revision des Sektorenplans positive oder negative Auswirkungen identifiziert worden sind.

Die vorliegende Revision betrifft drei voneinander unabhängige raumordnerische Maßnahmen:

1. die Eintragung eines Abbaugebiets in Erweiterung des Steinbruchs von Sampont;
2. die Eintragung eines Naturgebiets in einen Natura 2000-Standort;
3. die Abschaffung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse.

Demzufolge wird die Art und Weise, wie die umweltrelevanten Aspekte in den Plan integriert worden sind, für jede raumordnerische Maßnahme getrennt beschrieben.

1. Eintragung eines Abbaugebiets.

Bereits im Vorentwurf waren die hydrogeologischen Bedingungen als eine der wichtigsten Einschränkungen identifiziert worden. Die Frage der Notwendigkeit einer tiefgehenden Analyse der potentiellen oder nachgewiesenen Wasserverschmutzungsgefahren und der Auswirkungen der Erweiterung des Steinbruchs auf die Wasserzufuhr in den Sumpf von Sampont, der Alkalinität seines Wassers und der möglichen Wechselwirkungen zwischen dem Steinbruch und dem Naturgebiet nördlich der Straße N83 ist vor der Umsetzung der zweiten Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung vom Regionalausschuss für Raumordnung aufgeworfen worden. Am Abschluss dieser zweiten Phase, die zu der Schlussfolgerung gekommen ist, dass das Projekt keine wesentlichen Auswirkungen haben müsste, hat der Regionalausschuss das Fehlen einer vollständigen hydrogeologischen Studie bedauert; andererseits haben die Beschwerdeführer während der öffentlichen Untersuchung ebenfalls ihre Meinung geäußert.

Am Schluss wurde diese hydrogeologische Studie durchgeführt und am 26. Dezember 2008 hinterlegt. Ihre Schlussfolgerung ist, dass das Hauptproblem in der Anschwemmung des Niederschlagswassers vom Steinbruch am Ablass des Sammelaquädukts besteht, das unter der Straße N83 fließt, und dass die Lösung dieses Problems die Herstellung eines größeren Absetzbeckens ist. Dies entspricht einer bereits geäußerten und konstanten Empfehlung des Regionalausschusses für Raumordnung.

Zudem wies die Umweltfreundlichkeitsstudie darauf hin, dass «die Lage des Steinbruchs in einem Gebiet, das zur Versorgung der Wasserschicht des "Membre" in Florenville dient, die größte Vorsicht erfordert, was die Maßnahmen betrifft, die in Sachen unfallbedingte Verschmutzung des Untergrunds und des Grundwassers zu ergreifen sind»; diese Gefahr war im Vorentwurf bereits identifiziert worden. Der Regionalausschuss für Raumordnung teilt diese Besorgnis.

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wurde ebenfalls auf das Vorhandensein von mit exogenen Stoffen aufgefüllten Löchern auf dem Boden des Steinbruchs hingewiesen. Der Regionalausschuss für Raumordnung betont die Notwendigkeit, zu prüfen, mit welchen Materialien genau diese Löcher aufgefüllt worden sind.

Im Gegensatz zum Vorschlag des Betreibers, den Standort am Abschluss der Bewirtschaftung in ein Forstgebiet umzuwandeln, hat der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen, den Standort in ein Naturgebiet umzuwandeln, nicht nur zwecks des Schutzes der dort lebenden Tierarten sondern auch zwecks der Entwicklung auf Rasenflächen auf dem Sandboden. Der Regionalausschuss für Raumordnung teilt diese Ansicht.

Als Antwort auf die Aussagen eines Beschwerdeführers, der während der öffentlichen Untersuchung auf das bestätigte Vorhandensein von geschützten Tierarten hinwies, empfiehlt der Regionalausschuss für Raumordnung somit, die Bedingungen für die Erhaltung dieser Arten zu garantieren.

In ihrem Erlass zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans schließt sich die Wallonische Regierung den oben erwähnten gesamten Empfehlungen des Regionalausschusses für Raumordnung an, deren Durchführung den Bedingungen der Globalgenehmigung zu genügen hat. Was die beiden letztgenannten Empfehlungen betrifft, ist die Wallonische Regierung der Ansicht, dass die Stellungnahme der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt im Rahmen der Ausstellung dieser Globalgenehmigung einzuholen ist.

Zum Schluss bestätigt der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung, dass die auf Lärm, Staub, Verkehr, ... zurückzuführenden Belästigungen den aktuellen Stand nicht überschreiten werden, da es sich darum handelt, eine bereits bestehende Aktivität weiterzuführen, ohne Steigerung der Produktion noch Änderungen betreffend die Auslieferungen, unter Berücksichtigung der Tatsache dass die Abbauverfahren im Allgemeinen wenig Lärm und Schwingungen verursachen; dabei erkennt er jedoch die Nützlichkeit eines Übergangsraums zwischen dem Steinbruch und den Wohnungen. Auf diese Weise begründete er die im Vorentwurf vorgesehene Eintragung von Grüngebieten.

Sein Vorschlag, dieses Gebiet südlich auszuweiten, um den physischen Grenzen des Gebiets zu entsprechen, ist in den Empfehlungen des Regionalausschusses vom 25. Oktober 2007 übernommen worden. Die Regierung hat den Entwurf somit entsprechend abgeändert.

Im Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans war ebenfalls die Einrichtung eines Schutzwalls von Bergen, der als Pufferhügel entlang der Straße RN83 dienen soll, sowie einer 5 Meter tiefen Pufferzone auf dem ganzen Umkreis des Erweiterungsgebiets des Steinbruchs vorgesehen, sowohl im Hinblick auf die Erhaltung der Integrität der umliegenden Natura 2000-Gebiete als auf die Begrenzung der landschaftlichen Auswirkungen der Erweiterung des Steinbruchs. Die Nützlichkeit dieser Einrichtungen wird durch die Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt, die keine bedeutenden Auswirkungen auf diese Umkreise sieht.

2. Eintragung eines Naturgebiets.

Wegen des Vorhandenseins und der Bedeutung der alkalischen Niedermoore sowie der Hochmoore hat die Umweltverträglichkeitsprüfung das außerordentliche biologische - sowohl in Bezug auf die Fauna als auf die Flora - Interesse des durch das Naturschutzgebiet von Sampont gebildeten Gefüges bestätigt, und seine Eintragung in ein Naturgebiet gerechtfertigt. In seinem Gutachten vom 15. Oktober 2008 war der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung der Ansicht, dass "das Projekt dem außerordentlichen Wert des zu schützenden Naturerbes sowie den regionalen Bezugsdokumenten wie z.B. dem Entwicklungsplan des regionalen Raums Rechnung trägt, laut dessen das im Sektorenplan eingetragene Naturgebiet vorrangig für Standorte mit großem biologischen Interesse bestimmt ist."

Diese Maßnahme betrifft u.a. die Umwandlung in Naturgebiet von zwei Wohngebieten (einerseits in Fouches, rue du Promberg, und andererseits in Sampont, rue du Muselbur) mit ländlichem Charakter. Obwohl die Umwandlung dieser beiden Gebiete den Widerstand mehrerer Anwohner geweckt hat und Fragestellungen seitens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung über die "Konsequenzen der Wertminderung der Grundstücke" sowie die Ablehnung des Gemeinderats der Stadt Arlon, was die rue du Muselbur betrifft, hervorgebracht hat, bestätigt die Wallonische Regierung diese Option im Hinblick auf den Schutz des Natura 2000-Standorts - BE34057 - "Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch", denen diese beiden, nicht verstäderten Gebiete angehören. Somit schließt sich die Regierung dem am 4. November 2008 abgegebenen Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung an, der der Ansicht war, dass "die Streichung zweier Wohngebiete mit ländlichem Charakter die biologische Vielfalt fördern kann", und nochmals an die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung erinnert hat.

Letztere betonte die schwierige Zugänglichkeit und die Verschmutzungsgefahr wegen der Verstädterung des rue du Promberg gelegenen Wohngebiets mit ländlichem Charakter. Zudem ermöglichen die örtliche Einrichtung und Topographie keine tatsächliche Verstädterung.

Was das rue du Muselbur gelegene Wohngebiet mit ländlichem Charakter betrifft, haben die Umweltverträglichkeitsprüfung sowie die am 27. Juni 2007 von der Wallonischen Regierung angenommene Kartographie der Überschwemmungsgefahr durch Ausufern eines Wasserlaufs im Zwischeneinzugsgebiet "Semois-Chiers" die Gefahr der Überschwemmung eines größeren Teils des Wohngebiets unterstrichen, wodurch die Verstärkungsmöglichkeiten demzufolge de facto begrenzt werden. Zudem hat die Umweltverträglichkeitsprüfung die Umwandlung gerechtfertigt, um eine Kontinuität zwischen beiden Teilen des Naturschutzgebiets herzustellen, und die Risiken einer Verschmutzung des Naturgebiets wegen einer Verstädterung der Zone zu begrenzen. Abschließend hat der Regionalausschuss für Raumordnung noch hinzugefügt, dass "die Abschaffung des Wohngebiets der rue du Muselbur auch die Erhaltung einer größeren landschaftlichen Kohärenz ermöglichen wird."

Es soll auch darauf hingewiesen werden, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmte Ungereimtheiten in Bezug auf die Begrenzungen des Naturgebiets im Vorentwurf, der auf dem Natura 2000-Umkreis fußt, festgestellt hatte. Demzufolge ist der Entwurf angepasst worden, um eine bessere raumplanerische Kohärenz zu erreichen, durch die Eintragung in ein Naturgebiet einer Parzelle aus einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter, gelegen "rue de Promberg", sowie eines kleinen landwirtschaftlichen Gebiets, gelegen nördlich des Wohngebiets mit ländlichem Charakter entlang der N 83, dessen kleine Fläche keine Bewirtschaftung erlaubt.

3. Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse

Diese Maßnahme ist im Verhältnis zu den beiden anderen Maßnahmen eher sekundär; sie zielt darauf ab, den Sektorenplan mit einem Sachverhalt in Übereinstimmung zu bringen.

In Beantwortung der Bemerkung eines Beschwerdeführers, der bei der öffentlichen Untersuchung fragte, ob das Übereinkommen von Florenz beachtet wäre, hat der Regionalausschuss für Raumordnung an die Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung erinnert. Diese machte nämlich klar, dass die Abschaffung eines Umkreises von landwirtschaftlichem Interesse keine wesentlichen Nachteile verursacht, da die Zweckbestimmung der betroffenen Gelände als Naturgebiet und die Eintragung als Natura 2000-Gebiet eines großen Teils des Standorts die besten Optionen sind, um eine landschaftliche Verbesserung hervorzubringen; darüber hinaus beruht dieser Vorschlag auf einer von der "ADESA" (Action de défense de l'environnement de la vallée de la Senne et de ses affluents) 1996 durchgeführten Studie, in der stand, dass der aktuelle Umkreis von landschaftlichem Interesse nach dem Sektorenplan nicht gerechtfertigt war.

Der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung hat ein günstiges Gutachten abgegeben "wegen der Merkmale dieses Gebiets, die eher auf der biologischen Vielfalt als auf landschaftlichen Elementen beruhen."

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans von Süd-Luxemburg (Karte 68/7) zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Erweiterung des Steinbruchs von Sampont, eines Grüngebiets und eines Naturgebiets, und der Streichung eines Umkreises von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinden Arlon und Etalle als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3144

[2009/203981]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg (blad 68/7) definitief aangenomen wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Sampont, van een natuurgebied en een groengebied en op de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeenten Aarlen en Etalle

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 27, 32, 35, 37, 38, 40, 42, 43, 44, 45 en 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1979 tot opstelling van het gewestplan Zuid-Luxemburg;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 waarbij het ontwerp van herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg aangenomen wordt met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied, een natuurgebied en een groengebied en op de afschaffing van een landschappelijk waardevolle omtrek te Aarlen en te Etalle (blad 68/7);

Gelet op de bezwaarschriften en opmerkingen die particulieren en verenigingen van personen ingediend hebben tijdens het openbaar onderzoek dat tussen 26 mei 2008 en 9 juli 2008 in de gemeenten Aarlen en Etalle heeft plaatsgevonden;

Gelet op de overlegvergaderingen die op 14 juli te Aarlen en op 15 juli te Etalle hebben plaatsgevonden;

Gelet op het advies van de Gemeenteraad van de stad Aarlen van 25 juli 2008 dat de opnemings van een ontginningsgebied eenparig goedkeurt waarbij het bedrijf Wickler zijn activiteiten kan voortzetten en dat de schrapping van het woongebied met een landelijk karakter dat rue du Muselbur te Sampont opgenomen is, eenparig verwerpt;

Gelet op het uitblijven van advies van de gemeenteraad van de gemeente Etalle;

Gelet op de gunstige adviezen uitgebracht op 15 oktober 2008 door de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling) en op 4 november 2008 door de "Commission régionale de l'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening);

Overwegende dat de Regering instemt met de antwoorden die de "Commission régionale d'aménagement du territoire" in haar advies van 4 november 2008 heeft gegeven;

Overwegende, bovendien, dat het tijdelijke karakter van het effect van de herziening van het gewestplan op de tewerkstelling en de economie, inherent is aan de ontginningsactiviteit; dat dit effect zich niet uitsluitend op plaatselijk vlak moet manifesteren; dat, anderzijds, de steengroeve de tarmac- en betoncentrales van Stockem (Aarlen) en Bastenaken bevoorraadt die 40 personen tewerkstellen, volgens het effectonderzoek;

Overwegende dat, wat betreft de potentiële of erkende risico's op watervervuiling en de hydrogeologische impact van de uitbreiding van de steengroeve, de Regering de mening deelt van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" m.b.t. de noodzaak om een bijkomend hydrogeologisch onderzoek te laten voeren; dat die hydrogeologisch onderzoek werd uitgevoerd en ingediend op 26 december 2008; dat ze tot het besluit komt dat het voornaamste probleem de aanslibbing is van de afvoersloten van het aquaduct onder de weg N83 dat het afvloeiend hemelwater van de steengroeve vergaart en dat de oplossing voor dit probleem bestaat in de bouw van een groter bezinkingsbekken overeenkomstig de aanbeveling van de "Commission régionale d'aménagement du territoire";

Overwegende dat de Regering instemt met de aanbevelingen van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" waarvan de uitvoering onder de globale vergunning valt, namelijk:

— de grootste omzichtigheid in acht nemen wat betreft de te nemen voorzorgen inzake toevallige verontreiniging van de ondergrond en het grondwater, zoals het effectonderzoek voorstelt;

— de pistes besproeien bij droog weer;

— de in- en uitgangen van de site waar ze zich momenteel bevinden, in stand houden;

— het nazien van de aard van het opvullen van de kuilen waargenomen in 2006 in de bodem van de steengroeve, vastgesteld door het effectonderzoek;

— een klaartoestel installeren;

— de site opnieuw inrichten in een natuurgebied;

— de beschermingsvoorwaarden van de op de site geïdentificeerde beschermde soorten waarborgen;

dat wat de twee laatste elementen betreft, het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu om advies moet worden verzocht in het kader van de procedure tot aflevering van deze vergunning;

Overwegende dat, overeenkomstig de aanbeveling van het effectonderzoek en van de "Commission régionale d'aménagement du territoire", de gemeenteraad van de stad Aarlen en het provinciecollege van de provincie Luxemburg, de bevoegde overheden inzake de buurtwegpolitie, de wijziging van het tracé van de onverharde weg nr. 39 zullen moeten voorstellen naar aanleiding van de uitvoering van deze herziening van het gewestplan;

Overwegende dat, wat betreft de omvorming van de woongebieden met een landelijk karakter van rue du Promberg en rue du Muselbur tot natuurgebieden, de Regering deze keuze bevestigt door het feit dat zij de bescherming van het Natura 2000 gebied - BE 34057 - Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch beoogt, waarin beide gebieden opgenomen zijn; dat zij instemt met het gemotiveerd advies van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" uitgebracht op 15 oktober 2008 en met het advies van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" uitgebracht over dit onderwerp op 4 november 2008; dat artikel 70 van het Wetboek een antwoord kan bieden op de gevolgen van de grondwaardevermindering dat de eventuele omvorming van deze beide gebieden met zich zou meebrengen;

Overwegende, bovendien, dat deze woongebieden met een landelijk karakter worden opgenomen in de atlas van de risicogebieden inzake overstromingen in gebieden met gemiddelde waarde;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 9 januari 2003 betreffende de aflevering van vergunningen in de zones die gemakkelijk overstroomd kunnen worden en de strijd tegen het ondoorlatend maken van de grond;

Gelet op artikel 136, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium waarin, o.a., bepaald wordt dat de uitvoering van de handelingen en werken ofwel verboden kan worden, ofwel ondergeschikt kan worden gemaakt aan bijzondere voorwaarden tot bescherming van de personen, de goederen of het leefmilieu, indien de in de artikelen 84, 89 of 127 bedoelde handelingen, werken en vergunningen betrekking hebben op onroerende goederen die blootgesteld worden aan een groot natuurrisico of grote geotechnische druk, zoals overstromingen in de gebieden onderhevig aan het overstromingsrisico in de zin van artikel D.53 van het Waterwetboek;

Overwegende, dat zoals aangegeven in het advies uitgebracht op 15 oktober 2008 door de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable", deze herziening voornamelijk betrekking heeft op twee onafhankelijke inrichtingsverrichtingen: enerzijds, de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Sampont en, anderzijds, de opneming van een natuurgebied in een Natura 2000 gebied;

Overwegende dat, wat de eerste verrichting betreft, het deel van het ontginningsgebied opgenomen in het gewestplan door deze wijziging ter vervanging van gebieden die niet bestemd zijn voor bebouwing - hetzij 5,4 ha - volledig gecompenseerd is door de afdanking, over 7,2 ha, van het ontginningsgebied ten noorden van de weg N83 ten gunste van een natuurgebied en, respectievelijk over 2 en 0,1 ha, van het woongebied met een landelijk karakter waarvan de gronden toebehoren aan de uitbater van de steengroeve en van een deel van het gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen ten gunste van een groengebied;

Overwegende bijgevolg dat de afname van de bebouwing, voor het overige, van de andere woongebieden met een landelijk karakter wordt uitgevoerd ten gunste van de verrichting voor het natuurbehoud los van de verplichting tot compensatie voorgeschreven bij artikel 46, § 1, tweede lid, 3°, van het Wetboek;

Overwegende dat het gewestplan Zuid-Luxemburg, rekening houdend met wat voorafgaat, gewijzigd moet worden als volgt:

— de opneming van een ontginningsgebied van 12,5 ha als uitbreiding van de steengroeve van Sampont op het grondgebied van de gemeente Aarlen in plaats van gronden bestemd als bosgebied en als gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen, dat voornamelijk bestemd is voor de ontginning van de afzettingsreserve, maar ook voor de inrichting van een beschermingsmuur uit stenen die langs de weg N83 als bufferheuvel moet dienen, alsook voor de oprichting van een bufferzone van 5 meter diep die rond de hele omtrek van het uitbreidingsgebied van de steengroeve moet worden ingericht;

— de opneming van een ontginningsgebied van 1,2 ha op het grondgebied van de gemeente Aarlen in het westelijk deel van de site in plaats van gronden bestemd voor bosgebied, de opslag van producten, parkings en de opslag van afgegraven aarde;

— de opneming van een groengebied van 3,3 ha op het grondgebied van de gemeente Aarlen, in het noordoosten van de steengroeve in plaats van gronden bestemd voor bosgebied, woongebied met een landelijk karakter en gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen die als scherm moeten dienen tussen de steengroeve en de woningen op de weg van Etalle;

— de opneming van een natuurgebied van 95 ha, namelijk 78 ha op het grondgebied van de gemeente Aarlen en 17 ha op het grondgebied van de gemeente Etalle, in plaats van gronden bestemd voor ontginningsgebied, landbouwgebied, groengebied en woongebied met een landelijk karakter;

— de afschaffing van een landschappelijk waardevolle omtrek van 147 ha, namelijk 82 ha op het grondgebied van de gemeente Aarlen en 65 ha op het grondgebied van de gemeente Etalle;

Overwegende dat dit ontwerp met inachtneming van de doelstellingen verwoord in artikel 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium in de behoefte aan ruimte kan voorzien voor de voortzetting van de ontginningsactiviteit voor een duur die momenteel geschat is op een vijftiental jaar, met ongewijzigd exploitatierythme;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg (blad 68/7) met het oog op :

— de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Sampont op het grondgebied van de gemeente Aarlen en als planologische compensatie, de opneming van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Aarlen en de omvorming van een voormalig ontginningsgebied tot een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Etalle;

— de opneming van een natuurgebied op het grondgebied van de gemeenten Aarlen en Etalle;

— de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeenten Aarlen en Etalle, wordt overeenkomstig bijgevoegde kaart definitief aangenomen.

Art. 2. De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg met het oog op de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Sampont, van een natuurgebied en een groengebied en op de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeenten Aarlen (Hachy) en Etalle (Vance)

Milieuverklaring.

Deze herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg (blad 68/7) beoogt de opneming :

— van een ontginningsgebied van 12,5 ha als uitbreiding van de steengroeve van Sampont op het grondgebied van de gemeente Aarlen in plaats van gronden bestemd als bosgebied en als gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen, dat voornamelijk bestemd is voor de ontginning van de afzettingsreserve, maar ook voor de inrichting van een beschermingsmuur uit stenen die langs de weg N83 als bufferheuvel moet dienen, alsook voor de oprichting van een bufferzone van 5 meter diep die rond de hele omtrek van het uitbreidingsgebied van de steengroeve moet worden ingericht;

— van een ontginningsgebied van 1,2 ha op het grondgebied van de gemeente Aarlen in het westelijk deel van de site in plaats van gronden bestemd voor bosgebied, de opslag van producten, parkings en de opslag van afgegraven aarde;

— van een groengebied van 3,3 ha op het grondgebied van de gemeente Aarlen, in het noordoosten van de steengroeve in plaats van gronden bestemd als bosgebied, woongebied met een landelijk karakter en gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen dat als scherm moet dienen tussen de steengroeve en de woningen langs de weg van Etalle;

— van een natuurgebied van 95 ha, namelijk 78 ha op het grondgebied van de gemeente Aarlen en 17 ha op het grondgebied van Etalle, in plaats van gronden bestemd als ontginningsgebied, landbouwgebied, groengebied en woongebied met een landelijk karakter;

en de afschaffing van een landschappelijk waardevolle omtrek van 147 ha, namelijk 82 ha op het grondgebied van de gemeente Aarlen en 65 ha op het grondgebied van de gemeente Etalle.

Bij besluit van 4 december 2003, gewijzigd op 20 juli 2005, heeft de Waalse Regering beslist tot de herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg en tot de aanneming van het voorontwerp van herziening.

Op 4 mei 2006 heeft zij beslist om een effectonderzoek te laten uitvoeren over dit voorontwerp waarvan de inhoud op 20 oktober 2005 ter advies aan de "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening), de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) en het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu werd voorgelegd.

De auteur die aangewezen is om het effectonderzoek van het plan uit te voeren, werd gekozen via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 17, 2, 1^o, a), van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten; het gaat om bureau Atelier 50, dat erkend is krachtens het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en Boek I van het Milieuwetboek betreffende de beoordeling van de effecten op het leefmilieu.

De auteur van het effectonderzoek heeft het onderzoek met inachtneming van de bepalingen van artikel 42 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en van het bijzondere bestek gevoerd en heeft een grondige analyse gemaakt van het voorontwerp.

Rekening houdend met de conclusies van het effectonderzoek en met de aanbevelingen van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" in haar advies van 25 oktober, heeft de Waalse Regering op 17 april 2008 een ontwerp van herziening aangenomen.

Dit ontwerp werd aan een openbaar onderzoek onderworpen dat tussen 26 mei 2008 en 9 juli 2008 heeft plaatsgevonden. Door in te gaan op de bezwaarschriften die tijdens dit openbaar onderzoek werden geuit, hebben de "Commission régionale d'aménagement du territoire" en de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" op respectievelijk 4 november 2008 en 15 oktober 2008, een gunstig advies uitgebracht m.b.t. die wijziging.

Bij het invullen van bovengenoemde antwoorden neemt de Waalse Regering de herziening van het gewestplan definitief aan bij het besluit dat vergezeld gaat van deze verklaring.

* * *

Deze verklaring heeft uitsluitend betrekking op milieuoverwegingen waarvoor op de ene of de andere stap van het proces van de herziening van het gewestplan hierboven voorgesteld, een positieve of negatieve impact werd vastgesteld.

Deze herziening heeft betrekking op drie onafhankelijke inrichtingsverrichtingen :

1. de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Sampont;
2. de opneming van een natuurgebied in een Natura 2000 gebied;
3. de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek.

De manier waarop de milieuoverwegingen in het plan werden opgenomen wordt bijgevolg voor elke inrichtingsverrichting afzonderlijk samengevat.

1. Opneming van een ontginningsgebied.

De hydrogeologie was een zware drukfactor van het ontwerp dat reeds door het voorontwerp werd vastgesteld. De noodzaak voor een grondige analyse van de potentiële of erkende risico's op watervervuiling en de impact van de uitbreiding van de steengroeve op de waterbevoorrading van het moeras van Sampont, de alkaliteit van zijn water en de mogelijke onderlinge relatie tussen de steengroeve en het natuurgebied gelegen ten noorden van de weg N83 werd door de "Commission régionale d'aménagement du territoire" gesteld vóór de uitvoering van de tweede fase van het effectonderzoek. Na verloop van dit onderzoek dat besloten heeft dat het ontwerp geen aanzienlijke impact zou teweegbrengen, heeft de bedoelde Commissie de afwezigheid van een volledige hydrogeologische studie betreurt; overigens, hebben bezwaarindieners ook hun mening gegeven over dit probleem tijdens het openbaar onderzoek.

Deze hydrogeologische studie werd uiteindelijk uitgevoerd en ingediend op 26 december 2008. Ze is tot het besluit gekomen dat het voornaamste probleem bestond uit de aanslibbing van de afvoersloten van het aquaduct onder de weg N83 dat het afvloeiend hemelwater van de steengroeve vergaart en dat de oplossing voor dit probleem bestond in het maken van een groter bezinkingsbekken. Dit stemt overeen met een vorige blijvende aanbeveling van de "Commission régionale d'aménagement du territoire".

Het effectonderzoek onderstreepte overigens dat "de toestand van de steengroeve in het bevoorradinggebied van de waterlaag in het lid van Florenville de grootste voorzichtigheid vereist wat betreft de te nemen voorzorgen inzake toevallige verontreiniging van de ondergrond en het grondwater", risico dat reeds door het voorontwerp werd geïdentificeerd. De "Commission régionale d'aménagement du territoire" deelt deze bezorgdheid.

Het effectonderzoek heeft ook in de bodem van de steengroeve gewezen op de aanwezigheid van uitgravingen die worden opgevuld met exogene materialen. De "Commission régionale d'aménagement du territoire" legt dus de nadruk op de noodzaak om de aard van het opvullen van de kuilen na te zien.

In tegenstelling tot het voorstel van de exploitant om de site als bosgebied te herbestemmen na afloop van de uitbating, stelde de auteur van het effectonderzoek voor om de site als natuurgebied te herbestemmen, niet alleen voor de bescherming van de diersoorten maar ook voor de ontwikkeling van de zandgraslanden. De "Commission régionale d'aménagement du territoire" deelt deze bezorgdheid.

Om tegemoet te komen aan een opmerking van een bezwaarindieners die tijdens het openbaar onderzoek wees op de bevestigde aanwezigheid van beschermde soorten op de site heeft de "Commission régionale d'aménagement du territoire" aanbevolen om de beschermingsvoorwaarden van deze soorten te waarborgen.

In haar besluit van definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan stemt de Waalse Regering in met het geheel van de hierbovenvermelde aanbevelingen van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" waarvan de uitvoering onder de globale vergunning valt. Wat de beide laatste aanbevelingen betreft, is de Waalse Regering van mening dat het advies van het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen moet worden in het kader van de procedure tot aflevering van deze vergunning.

Ten slotte, terwijl hij bevestigde dat de effecten in verband met geluid, stof, verkeer, ... niet hoger zullen zijn dan het huidig niveau, aangezien het hier gaat om het voortzetten van een bestaande activiteit zonder toename van de productie en zonder wijziging inzake levering, en dat de ontginningstechnieken weinig geluid of trillingen veroorzaken, heeft de auteur van het effectonderzoek het nut erkend van een ruimte tussen de groeve en de woningen. De opneming van het groengebied bedoeld in het voorontwerp werd door hem op die manier gerechtvaardigd.

Zijn voorstel om het groengebied zuidwaarts uit te breiden opdat het met zijn fysische grenzen zou overeenstemmen, werd in de aanbevelingen opgenomen van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" van 25 oktober 2007. De Regering heeft het ontwerp dus dienovereenkomstig gewijzigd.

Het voorontwerp van herziening van het gewestplan voorzag in de inrichting van een beschermingsmuur uit stenen die langs de weg N83 als bufferheuvel moet dienen, alsook in de oprichting van een bufferzone van 5 meter diep die rond de hele omtrek van het uitbreidingsgebied van de steengroeve moet worden ingericht, zowel om redenen van behoud van de integriteit van de naburige Natura 2000-omtrekken als van beperking van de landschappelijke impact van de uitbreiding van de steengroeve. Het belang van deze inrichtingen wordt bevestigd door het effectonderzoek dat niet wijst op niet te verwaarlozen effecten op de bewuste omtrekken.

2. Opneming van een natuurgebied.

Door de aanwezigheid en het belang van de alkalische laagmoerassen en van de veenderijen heeft het effectonderzoek de uitzonderlijke biologische waarde, zowel qua fauna als qua flora, van het geheel dat uit het natuurreservaat van Sampont bestaat, bevestigd en zijn opneming als natuurgebied gerechtvaardigd. In zijn advies van 15 oktober 2008 heeft de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" geoordeeld dat "het ontwerp strookt met de uitzonderlijke waarde van het te beschermen erfgoed en met de gewestelijke referentiedocumenten zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, waarin bepaald wordt dat het natuurgebied op het gewestplan prioritair als biologisch zeer waardevolle locatie moet worden bestemd."

Deze verrichting beoogt, o.a., de omvorming van twee woongebieden met een landelijk karakter tot een natuurgebied: de ene gelegen in Fouches, rue du Promberg, de andere in Sampont, rue du Muselbur. Hoewel de omvorming van beide gebieden het verzet van verschillende omwonenden, de vraagstelling van de "Conseil wallon pour l'environnement et le développement durable" over "de gevolgen van de grondwaardevermindering" en, wat betreft de rue du Monselbur, de verwerping door de gemeenteraad van de stad Aarlen hebben teweeggebracht, bevestigt de Waalse Regering deze keuze door het feit dat zij de bescherming van de site Natura 2000 - BE 34057 - Marais de la Haute-Semois et Bois de Heinsch beoogt, waarin beide gebieden, die niet het voorwerp van een bebouwing hebben uitgemaakt, opgenomen zijn. Zij stemt dus in met de "Commission régionale d'aménagement du territoire" die in haar advies van 4 november 2008 acht dat "de afschaffing van twee woongebieden met een landelijk karakter van dien aard is dat het de biodiversiteit bevordert" en aan de conclusies van het effectonderzoek herinnert.

In deze conclusie werd gewezen op de problemen inzake de toegang tot en het gevaar voor vervuiling van het natuurreservaat i.v.m. de bebouwing van het woongebied met een landelijk karakter gelegen rue du Promberg. Daarenboven laten de uitrusting en de topografie van het gebied de feitelijke bebouwing niet toe.

Wat betreft het woongebied met een landelijk karakter gelegen rue du Muselbur, hebben het effectonderzoek en de cartografie van het risico op overstroming door het buiten de oevers treden van waterlopen van het onderstroomgebied "Semois-Chiers", goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 juni 2007, gewezen op het gevaar voor overstroming van een aanzienlijk deel van het woongebied, waardoor de feitelijke bebouwingmogelijkheden dan ook beperkt zijn. Bovendien heeft het effectonderzoek de omvorming gerechtvaardigd om een continuïteit mogelijk te maken tussen beide delen van het natuurreservaat en om gevaar voor vervuiling van het natuurgebied door bebouwing te beperken. Tot slot heeft de "Commission régionale d'aménagement du territoire" daaraan toegevoegd dat "de schrapping van een woongebied rue du Muselbur het behoud van een betere samenhang in het landschap zal mogelijk maken."

Er dient te worden opgemerkt dat het effectonderzoek heeft gewezen op enkele incoherenties i.v.m. de afbakening van het natuurgebied in het voorontwerp, dat van de omtrek Natura 2000 uitgaat. Met het oog op een betere planologische coherentie werd het ontwerp aangepast door de opneming als natuurgebied van een perceel woongebied met een landelijk karakter gelegen rue de Promberg, alsook van een klein landbouwgebied dat ten noorden ligt van het woongebied met een landelijk karakter langs de N83 en waarvan de oppervlakte geen exploitatie toelaat.

3. Schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek.

Die verrichting, die bijkomstig is t.o.v. de twee anderen, beoogt de overeenstemming van het gewestplan met een feitelijke situatie.

In antwoord op een bezwaarindienner die zich tijdens het openbaar onderzoek vragen stelde over de naleving van het Verdrag van Florence heeft de "Commission régionale d'aménagement du territoire" aan de conclusies van het effectonderzoek herinnerd. Die conclusie bepaalde dat de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek geen belangrijke nadelen kan teweegbrengen voor zover de bestemming tot natuurgebied van het grootste deel van de betrokken terreinen en de opneming van een belangrijk deel van de site als gebied Natura 2000 een betere garantie inhouden voor de verbetering van het landschap; bovendien baseert dit voorstel zich op de studie uitgevoerd door ADESA (Action de défense de l'environnement de la vallée de la Senne et de ses affluents) in 1996 waarin geoordeeld werd dat de landschappelijk waardevolle omtrek die nu in het gewestplan opgenomen is, niet gerechtvaardigd is.

De "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" heeft voor zijn part een gunstig advies uitgebracht, "gelet op de kenmerken van dat grondgebied die meer verband houden met de biodiversiteit als met de landschappelijke elementen."

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 waarbij de herziening van het gewestplan Zuid-Luxemburg (blad 68/7) definitief aangenomen wordt met het oog op de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Sampont, van een natuurgebied en een groengebied en op de schrapping van een landschappelijk waardevolle omtrek te Aarlen en te Etalle.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister-President,

R. DEMOTTE